NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
10e séance
tenue le
mercredi 14 octobre 1992
à 18 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 10e SEANCE

Président : M. KRENKEL (Autriche)

SOMMAIRE

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION
RACIALE (suite)*

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION (suite)*

* Ces deux points sont examinés ensemble.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,

dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2.750,

2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/C.3/47/SR.10

15 décembre 1992

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

/...

La séance est ouverte à 18 heures.

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE (suite) (A/47/18, A/47/425, A/47/426, A/47/432, A/47/480 et Add.1, A/47/481)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION (suite) (A/47/391, A/47/412, A/47/433; A/C.3/47/3)

Déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse

1. M. SCHUTTE (Allemagne) dit qu'il souhaite répondre aux remarques du représentant de la Tchécoslovaquie faites au titre du point 91 et concernant les manifestations de nouvelles formes de racisme et de xénophobie en Europe, lequel a mentionné nommément l'Allemagne.

2. Le représentant de la présidence de la Communauté européenne a déjà souligné que les 12 gouvernements de la Communauté se sont engagés à n'épargner aucun effort pour éliminer les préjugés raciaux de ce genre. La position de l'Allemagne à ce sujet a été clairement énoncée par le Ministre des affaires étrangères, dans le discours qu'il a fait en plénière à l'Assemblée générale le 23 septembre, et par le Chancelier Kohl, le 24 septembre, qui a souligné notamment que les extrémistes ne parviendraient pas à semer la dissension entre les Allemands et les étrangers vivant en Allemagne et que l'Allemagne resterait un pays amical envers les étrangers. Il ne fait aucun doute que le Gouvernement allemand combattra le racisme et la xénophobie ainsi que les actes criminels dirigés contre les étrangers.

3. L'Allemagne abrite déjà 6,3 millions d'étrangers et leur afflux constant indique bien que c'est un pays qui sourit aux étrangers. L'Allemagne est devenue un aimant attirant une migration sociale massive d'Est en Ouest et du Nord au Sud. Dans la seule année 1992, on attendait plus de 450 000 demandeurs d'asile et 220 000 réfugiés de Croatie et de Bosnie-Herzégovine ont trouvé refuge en Allemagne. Ces mouvements massifs de population, sans parallèle ailleurs en Europe, ont entraîné de graves problèmes sociaux et doivent être pris en compte pour juger l'attitude du peuple allemand envers les étrangers.

4. S'il est nécessaire de n'épargner aucun effort pour lutter contre le racisme et la xénophobie, il importe tout autant d'analyser les causes des mouvements migratoires massifs et d'œuvrer à améliorer les conditions qui incitent les populations à quitter leur pays. Le Gouvernement allemand estime que les Nations Unies ont un rôle important à jouer dans ce domaine.

5. Mlle MANIMEKALAI (Inde) dit que le représentant du Pakistan a fait des observations injustifiées sur la situation intérieure en Inde et, en remettant sur le tapis la question de Jammu-et-Cachemire, s'efforce de miner toute la notion d'autodétermination. L'Organisation des Nations Unies a posé que l'autodétermination est un droit qui s'applique uniquement aux territoires non autonomes et non pas à des régions faisant partie intégrante de pays souverains. Un certain nombre d'orateurs à l'Assemblée générale ont déjà lancé une mise en garde contre l'application de ce droit à des régions faisant partie de nations souveraines.

(Mlle Manimekalai, Inde)

6. Le rattachement de l'Etat de Jammu-et-Cachemire à l'Inde en 1947 est valide et irrévocable en droit international; il a été réaffirmé par l'Assemblée nationale constituante en 1951. L'article 370 de la Constitution indienne confirme la détermination du Gouvernement de protéger le peuple du Cachemire et de lui garantir l'égalité avec tous les autres citoyens indiens.

7. Le fait que le Pakistan se fasse le champion du droit du Jammu-et-Cachemire à l'autodétermination n'est rien d'autre qu'un paravent derrière lequel il incite au terrorisme dans cette partie de l'Inde, ce qui est d'ailleurs tout à fait attesté par des sources même extérieures. La situation actuelle est le résultat direct de la propagande et de l'intervention du Pakistan dans les affaires intérieures de l'Inde. Le problème réel est l'occupation par le Pakistan d'une partie du territoire de Jammu-et-Cachemire. L'Inde a tendu à maintes reprises une main amicale au Pakistan dans le cadre de l'Accord de Simla conclu entre les deux parties. Elle conjure une fois de plus le Pakistan de chercher à résoudre ces problèmes par des négociations bilatérales.

8. M. ZIPORI (Israël) dit que depuis de nombreuses années Israël est victime de la décision inique des Nations Unies qui ont qualifié de racisme le mouvement vers la liberté et l'indépendance qu'est le sionisme. Israël est donc très sensible aux souffrances d'autres peuples jugés différents pour des raisons de race ou de croyance. Par respect pour le dialogue prometteur qui s'est noué à l'heure actuelle entre Israël et ses voisins immédiats, la délégation israélienne n'entrera pas dans une polémique concernant les allégations dénuées de fondement lancées contre son gouvernement, lequel exerce son droit de protéger les habitants d'Israël contre le terrorisme et de maintenir la sécurité du pays. Il faut souligner qu'Israël fait tout son possible pour respecter les droits de l'homme à l'intérieur de son territoire, et cela pour tous ses habitants; il voudrait voir les droits de l'homme respectés partout dans le monde grâce à l'élimination du racisme et de la discrimination raciale.

9. M. NIAZ (Pakistan) dit que la représentante de l'Inde a lancé des allégations dénuées de fondement contre le Pakistan. L'Etat de Jammu-et-Cachemire ne fait pas partie intégrante de l'Inde. C'est un territoire qui fait l'objet d'un différend et qui est reconnu comme tel par les Nations Unies, comme en témoigne la présence du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan. L'Accord de Simla reconnaît également qu'"un règlement final de la question de Jammu-et-Cachemire" est l'un des problèmes pendants. Les résolutions du Conseil de sécurité portant sur ce sujet et de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (CNUIP) demandent également que soit organisé un plébiscite impartial sous les auspices des Nations Unies. Dans sa déclaration, la délégation pakistanaise a cité le premier Premier Ministre de l'Inde qui a réitéré que l'Inde s'engageait à organiser un plébiscite, mais l'engagement le plus important pris par l'Inde a été le fait qu'elle a accepté les résolutions de la Commission du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949.

10. La représentante de l'Inde a également prétendu que le Pakistan incitait au terrorisme, comme elle a dit, dans le Cachemire aux mains de l'Inde. Le fait que l'Inde a rejeté la proposition du Pakistan de stationner des observateurs internationaux tout le long de la ligne de contrôle montre bien

/...

(M. Niaz, Pakistan)

la fausseté de cette allégation. La vérité, c'est que la population du Cachemire détenu par l'Inde s'est soulevée contre les autorités indiennes en exigeant son droit à l'autodétermination. L'Inde a réagi par une répression brutale. La résolution dont fait preuve le peuple du Cachemire face aux atrocités indiennes ne peut pas avoir été imposée de l'extérieur.

11. La représentante de l'Inde a également prétendu que le peuple du Cachemire a décidé de lier son destin à celui de l'Inde en participant aux élections qui ont eu lieu au Cachemire détenu par l'Inde, mais le Conseil de sécurité a réaffirmé en 1951 et en 1957 que toute élection de ce genre ne pouvait remplacer le plébiscite décidé par le Conseil.

12. L'Accord de Simla n'a rien changé à la controverse concernant le Jammu-et-Cachemire et a stipulé que les relations entre l'Inde et le Pakistan devaient être régies par la Charte des Nations Unies. Il est donc faux de dire que le Pakistan s'est écarté de l'Accord en soulevant la question à la Commission. Le Pakistan continue à avoir à coeur de parvenir à un règlement pacifique du différend conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et de la CNUIP et dans l'esprit de l'Accord de Simla.

13. Mlle MANIMEKALAI (Inde) réitère que l'autodétermination n'est un droit qui n'est applicable qu'aux peuples vivant sous la domination coloniale et l'occupation étrangère. Toute tentative d'appliquer ce principe aux régions faisant partie d'Etats indépendants mine la structure même du système international. La délégation pakistanaise devrait s'abstenir de telles tentatives.

14. M. NIAZ (Pakistan) réitère quant à lui que l'Etat de Jammu-et-Cachemire est un territoire faisant l'objet d'un différend et reconnu comme tel par les Nations Unies. Son avenir doit être déterminé conformément aux souhaits de la population exprimés par le biais d'un plébiscite organisé sous les auspices des Nations Unies. Le Pakistan cherche à établir des relations dénuées de tension avec l'Inde et s'est toujours efforcé de régler le conflit du Cachemire par le dialogue. La délégation pakistanaise appelle l'attention de la représentante de l'Inde sur les sentiments exprimés à cet égard par le Premier Ministre du Pakistan lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue récemment à Jakarta.

La séance est levée à 18 h 25.